

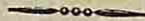


La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *La Valeur éducatrice du Socialisme.*
PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Corneille, 7

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Éducation Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Étranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est terminé sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de refuser au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Étranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Étranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

LA VALEUR ÉDUCATRICE DU SOCIALISME

Le positivisme, parce qu'il forme un système complet, parce qu'il aboutit à une religion, peut relier tous les esprits en ralliant tous les cœurs. Mais l'agglomérat amorphe de sentiments confus, d'instincts antagoniques et d'idées divaguantes qu'est le socialisme n'a pu élaborer, au mieux, qu'un système incomplet.

Le socialisme est le produit de la misère et du désespoir. Il est tout ce qu'il peut être. Il ne peut valoir que par sa fonction éducatrice, c'est-à-dire la discipline volontaire ou contrainte qu'il détermine, la socialité qu'il enseigne, et chez ses adeptes d'abord.

Ce sont là des matériaux que le positivisme utilisera pour la reconstitution à laquelle il s'emploie.

Passant la critique purement intellectuelle du socialisme qui a été faite maintes fois, et par les socialistes eux-mêmes, c'est sa valeur éducatrice qu'il convient d'examiner.

Il faut donc s'en tenir au socialisme syndicaliste. Sans doute, le réformisme prudent de M. Mille-

rand paraît bien plus raisonnable que le révolutionnarisme intransigeant de M. G. Sorel ; mais c'est celui-ci qui est le plus propre à former des hommes désintéressés et énergiques, à préparer les organisations de reconstitution, à fortifier les éléments psychologiques d'une saine réaction, bref à indiquer au prolétariat le chemin qui mène au positivisme, — et c'est là tout ce qu'on peut demander au socialisme.

Au surplus, le socialisme déclamatoire, électoral et démagogique ne compte plus, car il ne se distingue plus assez des nombreux facteurs d'abrutissement populaire et de décomposition sociale qu'a fait surgir le parlementarisme et l'anarchie mentale.

Tout ce qui restait d'âme au socialisme s'est réfugié dans le petit groupe qui publie la revue *le Mouvement Socialiste* et qui suit l'inspiration de M. G. Sorel.

*
*
*

M. Hubert Lagardelle a formulé ainsi les principes de la nouvelle école :

« I. — Si la lutte de classe est tout le socialisme, on peut dire que tout le socialisme est contenu dans le syndicalisme, puisque hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe.

« II. — Les milieux nationaux les plus favorables au développement du syndicalisme sont ceux où les conditions historiques et politiques permettent la plus grande exaltation révolutionnaire du prolétariat et sa scission avec les autres classes.

« III. — Le syndicalisme est vide de tout utopisme, en ce sens qu'il subordonne son triomphe à tout un ensemble de conditions préalables, et qu'en attendant il joue dans le monde un rôle rénovateur. »

Un rôle rénovateur implique un rôle éducateur.

Voyons donc ce que dit encore M. Lagardelle, répondant aux socialistes de l'ancien bateau :

« Non ce n'est pas d'un simple changement de personnel gouvernemental que dépend la transformation du monde. Ce serait vraiment trop facile, et la marche de l'histoire a d'autres exigences. Un état social ne naît pas sans une longue préparation, et c'est ici que le syndicalisme, avec un sens plus réaliste des choses, vous oppose ce que j'ai appelé le socialisme des institutions. Il rappelle aux ouvriers qu'il n'y aura pas de changement possible tant qu'ils n'auront pas créé de leurs propres mains tout un ensemble d'institutions destinées à remplacer les institutions bourgeoises. Mais, à la différence des groupements corporatifs que vous combattiez, les institutions syndicalistes nouvelles se forment, non pas à l'image des institutions bourgeoises, mais sur un type contraire. Que reprochons-nous à la société capitaliste ? C'est d'organiser, par les pouvoirs de coercition dont elle dispose, un lien de dépendance tel entre les hommes qu'il les divise, selon une hiérarchie très autoritaire, en maîtres et serviteurs, patrons et ouvriers, gouvernants et gouvernés. C'est ensuite de réduire toutes les valeurs humaines en des valeurs marchandes, et d'exaspérer, en même temps que l'esprit de domination, l'esprit de lucre et de convoitise. Eh bien, il est évident que si ce double caractère se retrouve au sein des institutions ouvrières, celles-ci n'ont aucune valeur de transformation sociale et ne sont qu'une plate copie des procédés de la vie bourgeoise. Et là est toute l'originalité du syndicalisme, dans cette création d'institutions prolétariennes, qui réalisent le type contraire du type capitaliste, c'est-à-dire un type où l'esprit autoritaire et l'esprit mercantile font place à l'exercice pratique de liberté et à l'idéalisme révolutionnaire. »

On distingue aussitôt le point solide de toute la fumée qui l'enveloppe.

Le nouveau socialisme reconnaît la nécessité d'une éducation du prolétariat pour et par l'action orga-

nique. Il n'importe, après cela, qu'il prétende opposer en tout les institutions prolétariennes aux institutions bourgeoises. Il suffit que ce soient des institutions sociales — et le syndicat, entre autres, doit devenir une institution sociale — pour que ces mots n'aient aucun sens. Les institutions ne vivent que lorsqu'elles dissipent la fumée pour saisir la réalité solide. De même, il n'importe que le syndicalisme prétende fonder l'idéalisme sur le matérialisme économique. L'essentiel est qu'il libère le prolétariat de l'ignoble socialisme du ventre.

Le possible seul arrive. S'il n'était dangereux par ailleurs, on n'arrêterait point le toqué qui menace d'assassiner la lune. Les idéologues qui se proposent de rompre complètement avec le passé, de faire et de penser le contraire, systématiquement, de ce qu'on a fait et pensé jusqu'ici, cela n'a pas plus d'importance.

Ou ils se perdront dans ces formules vides, ou, s'ils agissent vraiment, par l'éducation et l'organisation, ils devront tenir compte des conditions de toute action sociale : la continuité, la tradition, la clarté, l'ordre.

Sans continuité, il n'y a plus de tradition ; en perdant le sens du passé, tout devient obscur ; sans clarté, il n'y a pas d'ordre ; et sans ordre, il n'y a plus de société.

Rien ne se peut établir qui vaille et qui dure sans continuité. Ce qui recommence est fatalement inférieur à ce qui se continue, et conséquemment ne saurait se maintenir. Nous sommes des êtres historiques nous sommes des descendants et des héritiers. M. G. Sorel, quoi qu'il dise, pense en Français du vingtième siècle. Quand, en accumulant les

ténèbres, il ne se retrouve plus lui-même ni ne s'entend, ce n'est pas qu'il s'affranchit des morts, comme il l'imagine, c'est qu'il ne pense pas plus qu'un troglodyte. « Bientôt, nous dit Auguste Comte, les vrais partisans du progrès social reconnaîtront que l'insurrection des vivants contre l'ensemble des morts est contradictoire avec la digne préparation d'un avenir qui suppose le passé. »

••

Malgré leur répugnance manifeste pour les réalités, les philosophes du syndicalisme doivent faire attention à ceci, qu'il y a déjà malentendu entre eux et le monde ouvrier.

Et s'il y a malentendu, c'est qu'ils sont de médiocres éducateurs. La qualité primordiale des éducateurs, c'est de se faire bien entendre.

Le peuple qui vit dans les faits, qui ne cesse de rester aux prises avec les réalités ne s'en peut abstraire comme les théoriciens bourgeois. Si donc on lui dit que dans la société capitaliste tout est mal, il s'emploiera réellement à tout détruire, et, suivant l'inclination naturelle au moindre effort, il commencera par ce qui est le plus facile. Or le plus facile comme le plus agréable, c'est de saper tout ce que la civilisation avait laborieusement dressé pour contenir et canaliser les instincts personnels les plus divergents.

Ainsi, par manque de précision, par exagération démagogique de la phraséologie révolutionnaire, le socialisme syndicaliste, ici, est contre-éducateur.

M. Georges Sorel imagine une société bourgeoise en repoussoir à la société syndicaliste : ici le paradis, qu'on ne définit pas d'ailleurs, là l'enfer qu'on

dénonce véhémentement ; l'un est la négation de l'autre ; détruire celui-ci jusque dans son passé, c'est édifier celui-là. Malheureusement on sait par quoi commence l'attaque.

Pour lui-même, M. G. Sorel ne dédaigne pas la pensée classique, les sentiments traditionnels, et il pratique la morale de toutes les classes. Comme Proudhon et comme Auguste Comte, il sait bien que, sans la pureté des mœurs, une rigide honnêteté, aucun développement social n'est possible. Il n'ignore point qu'une classe ne s'agrège fortement que par le lien de l'honneur, et que le syndicalisme ouvrier ne pourra jamais s'estimer qu'à la hauteur de son honneur professionnel. Il est presque aussi ivre de morale que le fondateur du positivisme.

Le syndicalisme ne pouvait entendre ainsi la rupture avec tout ce qui fut. Aussi voyons-nous beaucoup de bourses du travail et de journaux syndicalistes propager avec entrain le néo-malthusianisme et l'amour libre. Pour ce qui est de la probité, je ne citerai que cet exemple caractéristique : un des principaux chefs de l'organisation syndicale, un de ceux qui sont admis parfois à collaborer au *Mouvement socialiste* pour qu'on puisse montrer que cette publication n'est pas rédigée seulement par des intellectuels, donc, un des meilleurs militants à qui je reprochais de participer, tout comme un universitaire, à une entreprise de corruption populaire menée par un millionnaire escroc et faussaire, me répondit : « Tous les moyens sont bons. Je me f... de l'honnêteté et de la morale ». Celui-là est un chef, un inspirateur du mouvement ouvrier.

Que signifient donc ces paroles de M. A. Labriola : « Nous nous bornons à dire que là où il y a fabrique

capitaliste, il y a possibilité de syndicalisme et possibilité d'ateliers sans maîtres ; mais nous ajoutons que cet idéal ne pourra être atteint que lorsque la classe ouvrière sera assez forte moralement et intellectuellement pour assumer les fonctions accomplies jusqu'ici par la classe bourgeoise et assez puissante matériellement pour renverser cette organisation de la force qui protège la fabrique capitaliste et qui s'appelle l'État ? » — Des mots, des mots...

M. G. Sorel nous invite à rompre brutalement toute continuité dans la pensée et dans le sentiment ; mais non dans l'activité économique. Pour lui, c'est le développement industriel qui fait surgir les conditions économiques du socialisme, c'est le progrès et la diffusion des procédés techniques qui forment les hommes qu'il faut à une société socialiste, à une société de producteurs.

A ces théories contradictoires, le vrai syndicalisme répond par le « sabotage », qui va depuis l'indifférence stupide à la production jusqu'à la malveillance sournoise, voire même jusqu'à la sauvage destruction des machines.

Cependant, M. Sorel, philosophe syndicaliste, qui ne fréquente dans aucun syndicat, qui ne lit aucun journal syndicaliste, qui n'entend et ne voit rien que ses propres idéologies, écrit ingénument :

« Une transformation complète se produit dans les mœurs de l'ouvrier : l'inertie, la malveillance et l'insouciance, qui caractérisaient le salarié aux époques des salaires de famine, sont vaincues définitivement ; il s'intéresse à sa machine et cherche à lui faire rendre le plus possible. Il n'est pas propriétaire des instruments de production, mais il a acquis les qualités intellectuelles et morales que ne possédaient pas les anciens ouvriers possesseurs d'instruments ; il n'est plus comparable qu'à

l'artisan-artiste qui jamais n'avait été qu'une exception ; il veut bien faire, car il aime son œuvre ; tandis que le travailleur propriétaire s'engourdit souvent dans sa tradition technique, le prolétaire moderne ne cesse de progresser et de se mettre au niveau de techniques plus délicates. »

Le socialisme syndicaliste accepte pourtant quelques vérités utiles qui jusqu'ici ont été méconnues par les socialistes et même par les syndicalistes. C'est par là qu'il peut être éducateur.

Ainsi, il reconnaît qu'une amélioration économique durable et de quelque importance ne peut résulter que d'une augmentation réelle de production. Il se propose donc d'exciter cette production.

« C'est le socialisme syndicaliste qui porte le progrès économique, dit M. Lagardelle, en jetant le capitalisme dans les voies du plus haut perfectionnement possible. Plus les exigences de la classe ouvrière sont pressantes, plus ses injonctions deviennent hardies et plus le développement technique s'accélère et s'intensifie. Les conquêtes du prolétariat ne supportent pas une industrie routinière, attardée aux vieilles méthodes, sans initiative, ni audace. Mais elles sont l'aiguillon qui stimule, qui empêche l'arrêt, qui pousse toujours en avant. Heureux le capitalisme qui trouve devant lui un prolétariat combatif et exigeant ! Il ne connaîtra jamais le sommeil, la stagnation, ni le marasme. Car de lui on peut dire qu'il entendra toujours, comme dans la prosopopée classique, une voix qui lui crie : Marche ! Marche !

« Or s'il est vrai que le progrès matériel du monde soit lié à la plus intensive production, le rôle du prolétariat révolutionnaire prend encore une plus haute signification. Il est dès lors prouvé que ce n'est point seulement ses propres intérêts que lèse une classe ouvrière craintive, n'attendant rien que du bon vouloir de ses maîtres ou de l'intervention tutélaire de l'État, mais aussi les intérêts

généraux de la société. Non, ce n'est pas l'atmosphère débilante de la paix sociale, mais l'air salubre de la lutte des classes, qui peut surexciter l'ardeur des maîtres de la production. Et il n'est pas un socialiste qui puisse y contredire, si vraiment, comme le veut le socialisme, le capitalisme ne peut être emporté que par un débordement des forces productives.

« Mais le mouvement syndicaliste est plus encore un agent de progrès moral que de progrès économique. Dans un monde où le goût de la liberté est perdu, dans un temps qui n'a plus le sentiment de la dignité, il fait appel aux forces vives de la personne humaine et donne un exemple permanent de courage et d'énergie. C'est en ce sens qu'il fait l'éducation de la société. Il est comme un foyer ardent dont la chaleur rayonne dans l'ensemble du corps social. Quel prodige que celui d'avoir restauré le principe de l'initiative collective, du groupement social, par opposition aux déprimantes pratiques de l'intervention étatique ! »

On sait qu'au regard de ce poème, il y a la triste réalité du *Ca canny*, du travail volontairement lent, négligé, sinon défectueux. On sait aussi que les exigences du prolétariat, dans leurs manifestations présentes de grèves incessantes pour l'élévation unilatérale, c'est-à-dire fictive, du salaire, sont peu propres, quoi qu'en pense M. Lagardelle, à stimuler la production et à exalter le génie industriel. Les dépenses considérables qu'entraîne le renouvellement de l'outillage ne sauraient être engagées dans l'insécurité que crée une atmosphère d'émeute et sous le coup des menaces de sabotage. Aussi voyons-nous en France, seul pays où le « socialisme syndicaliste qui porte le progrès économique » ait quelque influence, la production se ralentir, se laisser dépasser par les autres pays et se désorganiser. D'ailleurs, en forçant artificiellement la hausse des salaires, il est évident qu'on

n'arrive qu'à diminuer la production, puisque ainsi se restreint le champ de la production susceptible de laisser une plus-value au capital qui ne s'engage qu'à cette condition.

Néanmoins, une vérité subsiste, qui peut être féconde, si le socialisme syndicaliste sait la mettre suffisamment en lumière et par là contribuer à en imprégner le prolétariat.

Le socialisme n'a été trop souvent que la revendication haineuse des pauvres pour le partage immédiat des biens ou une répartition égalitaire des produits. C'est encore ainsi que la foule le conçoit. Or l'on évalue les produits du travail, en France, à 18 milliards de francs, dont 15 milliards sont affectés aux salaires et 3 milliards à la plus-value. C'est donc d'un sixième qu'il s'agit, soit, pour un salaire de 3 francs par jour, 0 fr. 60. Ainsi, 0 fr. 60 par jour en sus, c'est en quoi consisterait, pour la grande population ouvrière, la transformation de l'enfer capitaliste en paradis socialiste, — et il y aurait les risques !...

Le socialisme syndicaliste a enfin compris que la solution de la question sociale tient beaucoup plus à une meilleure et plus scientifique organisation du travail, à une plus intense production qu'à la vaine poursuite d'une chimérique justice absolue. « Marx n'a jamais eu de sympathie pour la morale du renoncement bouddhique, nous dit M. Sorel ; il voyait l'avenir sous la forme d'un prodigieux développement industriel... C'est sur le progrès technologique, sur la science et sur le droit que se constitue la société nouvelle. »

Mais l'action conforme aux vérités sociales ne se nourrit point de fumée métaphysique.

Toute organisation suppose hiérarchie et discipline.

Avec le machinisme délicat et terrible d'aujourd'hui, si la discipline n'est pas d'airain et la hiérarchie immuablement établie, s'il n'y a pas direction unique, continue et responsable, s'il y a peu ou prou parlementarisme, rien ne va plus, tout se détraque, tout saute. Les catastrophes comme celles de *l'Iéna*, de *la Couronne* et du *Latouche-Tréville* ont pour causes profondes : en haut, la direction parlementaire, c'est-à-dire confuse, contradictoire, irresponsable et partant corrompue ; en bas, la production quasi-parlementaire, c'est-à-dire le gâchis, le sabotage et l'indiscipline.

Grâce à son verbalisme aveugle, M. Jaurès pouvait dire dans la déclaration de principes qu'il fit au congrès de Tours :

« Dans l'ordre politique, la démocratie se réalise ; tous les citoyens participent également, au moins en droit, à la souveraineté ; le suffrage universel est le communisme du pouvoir politique. Dans l'ordre économique, au contraire, c'est une minorité qui est souveraine. C'est l'oligarchie du capital qui possède, dirige, administre, exploite. Les prolétaires doivent nommer eux-mêmes les chefs du travail dans les ateliers comme ils nomment les chefs du gouvernement dans la cité, et réserver à ceux qui travaillent et à la communauté tout le produit du travail. »

Nous savons ce que donne ce communisme politique : la corruption et la désagrégation. Le même système dans l'économique, en particulier l'élection à l'usine, ce serait le prompt retour à la barbarie s'il est vrai que la civilisation dépend de l'organisation de la production.

« Le travail libre dans la société libre », « la libération de l'individu », « le droit du travail à s'organiser librement », « l'atelier sans maîtres », qu'est-ce à dire ?

Les syndicats eux-mêmes, pour leur action, sont contraints d'imposer une discipline sévère à leurs adhérents, de se donner des chefs et des fonctionnaires. Parfois, la tyrannie syndicale dépasse même la mesure de l'autorité nécessaire. Déjà on le reproche aux chefs du syndicalisme. La démagogie s'introduit d'abord chez eux. Pour lui donner satisfaction ils ont recours parfois à un parlementarisme qui ne peut être que dissolvant, à une politique tortueuse qui ne peut être que démoralisatrice ; mais rien n'y fait. Les esprits absolutistes, parce qu'ils n'ont pas la responsabilité des réalités relatives, les dénoncent. Ils parlent de « déparlementariser », de « dépolitiquer », de « défonctionnariser » les syndicats. Le syndicalisme rouge a un germe de mort.

M. Sorel et ses amis disent bien que « le socialisme ne s'occupe que de l'organisation révolutionnaire des bras » et non, comme l'utopisme, de « donner des conseils à la tête de l'industrie », que « les recherches ne portent plus sur ce que la société doit être, mais sur ce que peut le prolétariat dans la lutte actuelle de classe », et ils ont émis de fortes critiques de la démocratie parlementaire. Malheureusement, le prolétariat ne se paye point d'idéologies aussi subtiles et il ne saurait admettre que la lutte révolutionnaire dans laquelle on l'engage si inconsidérément soit un simple exercice d'énergie et d'héroïsme sans fin précise. Il conçoit donc l'atelier libre, sans maîtres, comme une sorte de Thélème parlementaire où les inférieurs commanderont aux supérieurs, où chacun fera tout ce qu'il veut, — à moins que ce ne soit la machine qui commande à l'ouvrier.

Quand on montre à un écrivain ou à un orateur les résultats réels et les conséquences immédiates qui

découlent de ses théories, il insinue qu'il a été mal compris. A l'entendre, c'est la logique des faits et non celle de ses idées qu'il faut accuser.

Il serait temps qu'une opinion publique organisée imposât rigoureusement à tous les théoriciens, la responsabilité morale de leurs idées.

Le socialisme syndicaliste, en se défendant de toutes vues sur l'avenir, croit qu'il se dégage de toute responsabilité. Or l'ouvrier en révolte ne se peut dispenser d'imaginer la société future. On ne risque pas son bonheur et sa vie pour des « mythes », quand on sait que ce ne sont que des mythes. Au surplus, la machine est un Christ insuffisant pour recommencer l'aventure chrétienne.

M. G. Sorel déclare : « Une des plus grosses illusions des utopistes a été de croire qu'on peut déduire le schéma de l'avenir quand on connaît bien le présent. » Cette illusion, qui est d'abord de la sincérité, est des plus scientifiques; car la prévision est l'objet même de la science. Pourquoi savoir, si ce n'est pour prévoir afin de pourvoir? Et aussi comment savoir? « On ne peut bien apprécier ce qui est, dit A. Comte, — qui n'a rien, je présume, d'un utopiste, — sans le rattacher, d'une part à ce qui a été, d'une autre à ce qui sera. »

M. G. Sorel se trompe grossièrement s'il croit qu'il ne saurait être rendu responsable de ses idées. Plus il ruse en les maintenant volontairement dans l'obscurité, plus il risque. Comme c'est un homme de haute conscience, je l'en avertis, il se prépare de lourds remords.

Ce n'est pas la splendeur de l'expression, sa logique apparente, ni même l'intention généreuse de son propagateur que nous avons à apprécier dans

l'idée qui présente ses titres : c'est la manière dont elle pénètre les foules sociales, dont elle élève les âmes en les illuminant, dont elle se traduit en définitive dans les actes. Tolstoï est responsable de l'agonie épouvantable des Doukhobors, Élisée Reclus et Kropotkine, malgré la magnificence de leur idéal et l'admirable droiture de leur vie, sont responsables de Ravachol, d'Émile Henry et de toutes les aberrations de l'anarchisme.



M. G. Sorel sait fort bien que la question ouvrière n'est pas sans lien avec la question nationale et qu'il faut, à tout le moins, qu'une nation soit forte pour imposer au dehors le respect des conventions internationales du travail.

Cependant le syndicalisme s'occupe beaucoup plus desabotage, d'antipatriotisme et d'antimilitarisme que d'organisation du travail et d'instruction technique du travailleur.

Cet antimilitarisme quasi héroïque est d'ailleurs beaucoup moins grave que le sabotage. L'antimilitarisme d'en bas qui s'avoue naïvement est certainement moins pernicieux que l'antimilitarisme d'en haut qui se dissimule sous les discours chauvins des ministres.

L'antimilitarisme et l'antipatriotisme ne sont que du militarisme et du patriotisme retournés. Le militant a l'âme d'énergie du militaire. Il garde le sentiment vivace de la guerre. En somme, cet antipatriotisme ardent reste moins éloigné de la vérité sociale qu'est l'instinct patriotique que le béat pacifisme humanitaire des universitaires et des philanthropes.

Les syndicalistes échappent à l'universelle confu-

sion. Ils ont le sens des différenciations, des catégories nécessaires. « Ils ont acquis les idées qui conviennent à leur état et ils se regardent comme ayant une unité tout à fait analogue aux unités nationales. »

Le militant a un cœur de guerrier. C'est pour la guerre de classe qu'il bat, soit; mais c'est tout de même pour la guerre qui fortifie les vertus sociales essentielles : l'obéissance aux chefs et la discipline. Survienne la terrible réalité de l'invasion à repousser, les mythes passeront, les vertus apparaîtront. Alors, ce sont les antimilitaristes officiels qu'il nous faudra surveiller et mettre à la raison nationale.

Toutefois, la guerre de peuple a sur la guerre de classe l'immense avantage d'être provisoire. Or si la guerre exalte les énergies, celles-ci ne sont fécondes, socialement, que dans la paix. Ce n'est pas sur un champ de bataille qu'on fonde des institutions et qu'on organise la production.

Il ne s'agit plus, en tout cas, de l'émeute affreuse des pauvres qui n'a pour drapeau que l'envie; mais de la guerre loyale de classe, sans haine, sans vilénie, pour la meilleure vie, pour la plus grande tension d'énergie et de volonté, pour la plus haute puissance du prolétariat.

*
* *

Il est fâcheux qu'on ait voulu faire du syndicalisme une philosophie et une sociologie qui se suffisent à elles-mêmes. C'est prendre la partie pour le tout, et même la partie de la partie pour le tout de la partie. Ainsi se dénature le syndicalisme même.

M. Jules Guesde, au Congrès de Nancy, a prononcé ces paroles de bon sens :

« On n'a pas le droit de dire à un maçon : tu n'entreras

pas dans le syndicat des maçons si tu ne jures pas par le syndicalisme de Lagardelle (1) ; on n'a pas le droit de dire à un métallurgiste ou à un verrier : tu ne rentreras pas dans le syndicat des métallurgistes ou des verriers si tu n'es pas pour le boycottage, si tu n'es pas pour le sabotage, si tu n'es pas pour l'antimilitarisme ou l'antipatriotisme... Vous n'avez pas le droit de diviser contre elle-même, par des considérations étrangères, la profession que votre devoir est d'unir, ou si vous le faites, vous aboutissez précisément à ce que je déplore, à ce que j'affirme et que vous niez, à des squelettes de syndicats. Le syndicat ne vaut que dans la mesure où la totalité, où l'immense majorité au moins des travailleurs du même métier ont rallié le drapeau, parce qu'alors, pour faire aboutir leurs revendications, ce n'est plus même la grève qui s'impose, la menace de la grève suffit. »

Et au point de vue socialiste, M. J. Guesde avait aussi raison de qualifier de « souverainement ridicules » les moyens dont dispose le syndicalisme pour transformer la propriété et la société : boycottage, sabotage, grèves.

Le socialisme syndicaliste subordonne l'ensemble social à une de ses fonctions : la production, et il ne considère que la production de la grande industrie. Il serait plus judicieux, semble-t-il, de donner cette prépondérance d'abord à la production agricole, puis, au-dessus encore, à la consommation. M. Charles Gide écrivait dans le dernier numéro de *l'Émancipation* :

« L'idéal socialiste, c'est la lutte des classes ; or la lutte des classes implique une société organisée en vue de la production. C'est là seulement que les facteurs de la production, c'est-à-dire le Travail et le Capital, se disputent la suprématie : c'est là seulement que les hommes et les

(1) M. Lagardelle n'est pas maçon, mais avocat, si je ne me trompe.

classes se séparent les uns des autres par des différences *qualitatives* tenant à leur rôle dans la production, à leurs caractères professionnels. Mais la consommation, par définition même, nie la classe, puisque tout homme, de l'enfance à la mort, travailleur ou oisif, pauvre ou riche — est nécessairement consommateur ; la consommation n'implique entre les hommes que des différences *quantitatives*, énormes sans doute et injustes, mais qui peuvent être atténuées de plus en plus — qui déjà l'ont été sensiblement depuis le passé. Une société organisée en vue de la consommation, c'est-à-dire uniquement en vue de la satisfaction des besoins, ne connaîtrait pas les luttes pour le profit : exemple nos modestes sociétés de consommation où déjà le profit a disparu ou s'est réduit à une simple ristourne. »

Le socialisme syndicaliste ne considère que le producteur. Or le prolétaire n'est pas que producteur. Travailler n'est qu'un moyen, non une fin. Produire n'est pas l'acte qui manifeste la plus haute vie du producteur. On n'envisage l'ouvrier qu'à l'atelier, au syndicat. Dans ses loisirs, en famille, dans ses jeux, ses distractions, en société, avec ses amis, il existe pourtant, — et c'est là, après tout, qu'est sa vie libre.

Il semble aussi que 4 millions d'ouvriers d'usines, soient toute la société française. Et le paysan, l'employé, l'artiste, le savant, la femme, l'enfant?...

Le but du progrès pour Auguste Comte, c'est de conformer l'existence sociale de l'homme à la conception positive du monde et à l'ordre d'humanité; pour le socialisme syndicaliste — quintessence même du socialisme — c'est uniment d'adapter l'ouvrier à sa machine, à son atelier, aux conditions techniques de la production industrielle, pour produire toujours plus, sans arrêt, des objets utiles sans doute, mais non

les plus utiles qui sont de la terre, et la plupart bons seulement à compliquer une existence sans idéal et sans joie.

Et l'on vient nous parler de libérer le travailleur ! De quoi ? On voit surtout qu'il est question de l'asservir terriblement à la matière, à l'idole monstrueuse de la production.

On nous dit, il est vrai, que c'est cette production qui excite le progrès social, en multipliant les inventions, en formant des techniciens, en instruisant les travailleurs, en organisant militairement la classe des producteurs.

Le progrès social ne peut être que le développement de l'ordre social, et il y faut autre chose que des usines et il n'y faut pas des classes en luttés. Le Japon pour s'être industrialisé n'en reste pas moins en pleine barbarie. On peut être une brute sauvage et faire du 80 à l'heure. On peut avoir appris la chimie, la physique, la mécanique et n'être qu'un imbécile ou une canaille. Certes, on ne sait bien que ce qu'on fait, et l'école du travail n'est pas à dédaigner ; mais il y a des questions sur lesquelles la machine ne peut nous renseigner et sur lesquelles, pour vivre en hommes, il nous faut chercher des réponses.

On nous chante enfin l'orgueil de produire, de se sentir maître des forces, de plus en plus ; mais on oublie que, pour un ouvrier d'élite qui peut ainsi s'intéresser à son travail, il y a dix manœuvres qui ne peuvent être que des rouages peinant. La crise de l'apprentissage dont il y a lieu de s'inquiéter nous montre du reste que nous n'allons point à une plus vive intelligence des métiers. Le linotypiste d'aujourd'hui n'a aucune raison d'aimer mieux son métier que l'ancien typographe, ni même de l'aimer autant.

Et si les ouvriers d'élite sont plus ou moins des contremaîtres qu'il faut exclure par définition de la société des producteurs sans maîtres, on se peut demander ce qu'il restera — sinon les rédacteurs ordinaires du *Mouvement socialiste*, qui sont des ingénieurs, des fonctionnaires, des avocats, des littérateurs et autres intellectuels.

*
**

Le socialisme syndicaliste n'a pour lui que quelques vérités utiles. Son action ne sera pas vaine s'il s'attache à les répandre plus que ses erreurs et à participer ainsi à l'éducation prolétarienne. Malheureusement, l'expérience nous apprend que les sectes tiennent beaucoup plus à leurs erreurs, qui les opposent, qu'à leurs vérités, qui les rallieraient.

G. DEHERME.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LES FONCTIONNAIRES

Dans l'article « les Fonctionnaires », qui a paru dans notre n° 2 du 16 janvier, on indiquait, d'après les documents officiels, 870.589 fonctionnaires de l'État, des départements et des communes. On ajoutait : « Depuis 1846, le nombre des fonctionnaires a triplé, et il a doublé depuis 1872 ».

Il faut toujours vérifier de près les documents officiels. C'est ce qu'a fait M. de Foville. D'après les chiffres de cet éminent statisticien, qu'on ne sau-

rait contester, en 1906, l'État, les départements et les communes entretenaient 703.506 fonctionnaires ; en 1907, 880.589 ; en 1908, ils en entretiennent 913.192. En deux ans, le nombre des fonctionnaires a donc augmenté de 209.686, soit d'environ un quart.

Il n'y a aucune raison pour que nous nous arrêtions en si beau chemin avant la catastrophe. Il ne faut que 2 millions d'électeurs pour maintenir la bande radicale au pouvoir : Avant cinq ans, si cela peut durer jusque-là, on en fera tous des fonctionnaires.

C'est la logique du système électoral.

LA BONNE ACTION COLONISATRICE

On sait que la langue annamite, avec sa prononciation infiniment nuancée, est très difficile à apprendre pour un Français. Aussi, les fonctionnaires, qui n'aiment point les tâches difficiles, ne mettent-ils aucun entrain à l'étudier. Une visite à quelque politicien faite à propos, l'affiliation à une loge maçonnique sont d'ailleurs beaucoup plus efficaces pour l'avancement.

Les coloniaux d'Indo-Chine qui parlent la langue annamite sont donc assez rares, et ce sont surtout des commerçants et des militaires.

Le discours en annamite prononcé à l'occasion de la distribution des prix aux écoles franco-annamites de Bac-Ninh-Dap-Câu par le capitaine Jules Roux vaut donc d'être signalé.

C'est là un acte. Ce sont des actes semblables qui peuvent le mieux faire accepter notre influence.

Au surplus, ce qu'a dit le capitaine Roux est excellent, et bien fait pour frapper l'esprit et aller droit au cœur de ses jeunes auditeurs.

Voici quelques extraits de la traduction de son discours :

« ... En arrivant de France il y a quatre ans, j'ai vu que, parmi vous, il en était beaucoup d'habiles et d'intelligents, et même quelques-uns n'ayant rien à envier à l'intelligence des Européens ; qui pouvaient, quand on leur montrait quelque chose, le faire tout de suite, et alors, tout au fond de moi, je me suis pris à vous aimer...

« Je connais, personnellement, un de vos compatriotes, docteur ès lettres, qui était investi d'une haute fonction et qui ne s'en est pas moins fait mettre en congé, pour ouvrir une maison de commerce, afin qu'il n'y ait pas, dans ce pays, que des commerçants étrangers, qui tirent de vous tous les profits. Ce qui fait voir que le commerce est vraiment digne de considération...

« N'entretenez donc point la méfiance dans vos esprits, en vous disant que tous les Français méprisent les Annamites et qu'ils ne peuvent pas se lier d'amitié avec eux, en sorte qu'avec des cœurs qui restent éloignés les uns des autres, on ne peut s'attendre qu'à de graves inconvénients pour nos deux pays...

« Il faut, maintenant, que nous nous disposions à nous aimer les uns les autres, en mettant en pratique les préceptes du livre de Luân-ngû qui constituent du reste la doctrine de l'humanité : *Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; si vous voulez que les autres fassent pour vous une chose, faites aussi pour eux cette chose-là.* »

LE PARLEMENTARISME QUI MEURT

La séance de la Chambre du 17 octobre était con-

sacrée à la discussion sur la désorganisation de la marine. Sur 591 députés, 24 étaient présents.

Il en est ainsi chaque fois qu'il s'agit des grands intérêts généraux du pays.

LA HAUTE MAGISTRATURE

Dans notre dernier numéro, à propos de l'Université populaire, nous parlions de la haute magistrature.

M. Albert Monniot vient de publier ces lettres adressées à la grande Thérèse Humbert par des amis inquiets :

20 juillet 1901.

Vous n'avez plus Baudouin pour vous soutenir. Qu'allez-vous devenir ?

26 juillet 1901.

J'ai vu que c'est M. Ditte qui est nommé en remplacement de M. Baudouin. Est-ce qu'il vous est favorable ?

20 août 1901.

Vous n'avez plus Baudouin pour vous soutenir ; vous avez la parole de Ditte, mais êtes-vous sûre de pouvoir y compter ?

ABRUTISSEMENT

Quelques journaux socialistes de Paris et de la province ont publié, pour la répandre, une inepte saleté qu'on chante dans certains milieux ouvriers. En voici des extraits :

Femme... n'est pas écrit, vois-tu,
 Qu'il faut conserver sa vertu
 Quand le cœur vibre.
 Sans passer par papa, maman,
 Donne-toi donc tout simplement
 En amour libre.

L'amour est un jeu dangereux
Les risques y sont très nombreux...
Considère ce qu'est l'enfant :
Un nouveau bourgeon se greffant
Sur ta misère ;
Mais, puisque la science a trouvé,
Femme apprends à te préserver
Pour n'en pas faire.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

La Gangrène pornographique, par ÉMILE POURÉSY, 3 fr. 50 (Foyer solidariste, 123, boulevard de Belfort, Roubaix). — La pornographie est une de nos plaies morales. L'auteur, après l'avoir combattue pendant six années à Bordeaux, a fait une campagne de conférences par toute la France en 1907. « Oui, dit-il, il y a encore des femmes et des hommes décidés à tenir courageusement tête à cette horde de malfaiteurs publics, littérateurs de maisons closes, journalistes pornographes, mercenaires de la prostitution et agents provocateurs à la débauche publique. Si ceux-ci sont prêts à toutes les lâchetés, à toutes les audaces ; s'ils sont capables de tous les crimes, les autres sont prêts aussi pour l'action énergique et résolue, et s'il fallait pour résister aux pornographes et à leurs ignobles productions, aller jusqu'à la lutte douloureuse et violente, il y a encore des Français que le ridicule ne tue pas et qui ne rougissent pas de pratiquer la vertu, d'exiger qu'on la respecte et d'aller jusqu'au bout de leurs droits et de leurs devoirs pour la protection de la personne sacrée de l'enfant. »

Ce n'est pas ici qu'on blâmera cette vertueuse indignation ; mais on a le souci des résultats positifs.

M. Pourésy et ses amis en ont à la pornographie. C'est bel et bien ; mais qu'est-ce que la pornographie ? Comme ils ne voient point qu'elle a des racines sociales profondes avec

des ramifications complexes, comme ils veulent la traiter par une action spécialisée, il leur faut la définir.

C'est là que les difficultés commencent. La pornographie est bien plus subjective qu'objective. Toute définition ne peut être que vague ou ridicule. Les chevaliers de la pudeur ne redoutent point le ridicule, je le sais, et c'est parfois du courage quand il ne s'agit que de soi-même ; mais c'est aussi, le plus souvent, de la sottise quand on prétend exercer un office social.

Résumant les définitions juridiques des tribunaux de Limoges et de la Seine, M. Pourésy déclare : « Est obscène tout ce qui tend publiquement et intentionnellement au rapprochement des sexes ». Intentionnellement ? Comment le reconnaîtra-t-on ? Et puis, comment ne voit-on pas que ce qui tend, même publiquement, au rapprochement des sexes est encore ce qu'il y a de plus sain, et donc de moins immoral ?

La définition de M. l'abbé Sertillange serait meilleure : « La pornographie est tout ce qui trouble la chair ». Mais à qui ? Il y a des maniaques que les gravures de modes excitent beaucoup plus qu'une eau-forte de Rops.

J'aime mieux celle de M. Béranger : « La pornographie, c'est tout ce qui peut corrompre l'enfant », c'est-à-dire toutes les saletés qui sont exposées dans la rue et mises sous les yeux des enfants. On peut s'y tenir pratiquement. Mais là M. Pourésy proteste : « Si cette thèse était admise en droit correctionnel, dit-il, il y aurait bien peu de pornographie publique à condamner, car la plupart des productions obscènes sont heureusement comprises de la plus grande majorité des enfants. » Il ne s'agit pas de minorité ni de majorité, mais de possibilité. Il ne s'agit pas, non plus, de tracasser et de condamner, mais de faire œuvre d'assainissement utile.

M. Pourésy nous cite cet exemple bizarre : « Il y a quelques mois seulement, un homme d'une cinquantaine d'années me disait : « On fait bien de défendre les enfants contre les pornographes, mais nous, hommes, nous avons besoin que l'on nous défende aussi. Nous avons trop d'occasions de nous corrompre : les tentations, les excitations à la sensualité sont trop puissantes et trop nombreuses dans notre vie privée. Il faut qu'on supprime aussi

pour nous ces appels aux passions sexuelles que la pornographie impose à nos regards dans les rues ». N'en déplaise à l'auteur, ce monsieur est simplement un aboulique impulsif, et cela ne se soigne point en écartant toutes les occasions que le malade peut avoir d'exercer sa volonté et sa nolonté, au contraire, mais en essayant de ranimer cette volonté et cette nolonté, et d'abord par l'exercice. Si l'on n'y réussit pas, il n'y a qu'à enfermer le bonhomme; car s'il ne peut résister aux suggestions des images licencieuses, il ne pourra, non plus, résister aux invitations à s'enivrer devant les portes des cabarets, ni aux provocations à tuer que lui seront une arme quelconque, voire un simple canif de poche.

M. Pourésy est bien documenté. Il nous dépeint la pornographie sous tous ses aspects, photographies, cartes postales, journaux, cafés-concerts, théâtres, livres, moyens anti-conceptionnels, etc. Le mal est grand. Nous le savons. Mais peut-être n'est-il pas là seulement. Comme tous ceux qui s'absorbent dans une action trop spécialisée, M. Pourésy y rapporte tout.

Quoi qu'il en dise, ce n'est pas la pornographie qui a poussé Soleilland au crime et l'enseigne Ullmo à la trahison. « Ullmo, dit M. Pourésy, ne serait pas aujourd'hui où il en est si la pornographie ne s'était mêlée à sa vie. Les photographies galantes, les soirées passées dans les music-halls de T. que nous connaissons un peu l'ont poussé à l'abîme. » Une action sociale qui s'inspire de vues aussi simplistes ne saurait être efficace.

M. Pourésy nous dit encore :

« Si nous voulons arracher la jeunesse à l'oppression du vice et aux tentations du crime, combattons à outrance la pornographie.

« Si nous voulons délivrer la femme de la scandaleuse prostitution et de l'ignoble exploitation à laquelle elle est soumise en France, combattons à outrance la pornographie.

« Si nous voulons relever l'enfant, la famille, la société et préserver la race et la nation, livrons bataille à cette odieuse organisation qui cherche à faire de la France une vaste maison de luxe, en la rendant stérile. »

Et combattre la pornographie, pour M. Pourésy et ses

amis, c'est dénoncer les images, paroles et écrits licencieux, les pourchasser et les faire condamner.

Si toutes les questions morales et sociales pouvaient être résolues aussi facilement, ce serait vite fait de nous relever. Malheureusement, ni la vigilance policière, ni la sévérité judiciaire n'y peuvent rien. Même si la pornographie était arrêtée définitivement, l'immoralité n'en serait pas amoindrie, non plus qu'aucun des désordres sociaux que M. Pourésy impute puérilement à la pornographie.

Cependant si l'action anti-pornographique n'a pas toute l'importance qu'il lui attribue, elle n'est pas sans utilité, à tout le moins, je le répète, pour préserver l'enfance. De temps à autre, un coup de balai dans la rue ne peut être mauvais. Mais ce n'est qu'une opération de voirie, et le balai n'est pas un sceptre.

Il n'est pas mauvais non plus de dénoncer une des manifestations de notre pourriture sociale.

C'est pour cela que *la Gangrène pornographique* peut être recommandée comme un bon livre à répandre.

L'Alimentation à bon marché, par JEAN LAHOR, 3 fr. 50. (Félix Alcan, éd., 108, boulev. Saint-Germain.) — M. Jean Lahor veut « la nourriture pour tous, saine, rationnelle ». Louable propos. C'est en effet le scandale de la civilisation qu'il y ait encore des gens qui meurent de faim ou de privations. Mais la question est complexe.

La nourriture peut-elle être « rationnelle », en l'état actuel de nos connaissances, et même pourra-t-elle l'être jamais ? A propos de l'alimentation « rationnelle » de l'arthritique, on nous dit : « De sa cuisine, il proscriera l'oseille, mais non les tomates, qui paraissent réhabilitées... » Faut-il donc attendre la « réhabilitation » de l'oseille ?

Peut-elle être saine ? Dans l'anarchie morale et sociale présente, rien ne subsiste qui puisse faire subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général, il n'y a même plus de force constituée pour les y contraindre. Or l'intérêt personnel immédiat du producteur est de « saboter » et celui du commerçant de frauder et de falsifier...

Peut-on l'assurer à tous ? Par le travail, oui ; mais le travail pour tous, le vrai travail utile, payé au juste prix.

c'est un gros problème que la République de 1848, avec tout son enthousiasme d'utopiste et sa bonne volonté, n'a pu résoudre. Par l'assistance, c'est un leurre. La charité ne vaut que dans une société religieuse. C'est à Dieu qu'on donne, et c'est de Dieu qu'on reçoit. Du riche au pauvre, l'aumône est dégradante et hypocrite. Quand les sources vives de la foi et du devoir sont desséchées, quand le frein social d'une opinion publique organisée n'agit plus, il n'y a que le stimulant de la faim qui puisse déterminer certains sacrifices indispensables à la collectivité. C'est le premier ressort des sociétés primitives, et c'est le dernier des sociétés décadentes.

Il serait plus facile, certes, de réaliser la nourriture à bon marché. Mais par des livres documentés comme celui-ci, surtout par l'organisation coopérative, non par les œuvres philanthropiques auxquelles l'auteur accorde vraiment trop d'importance.

Ainsi, il nous parle des œuvres, françaises et étrangères, des cuisines, restaurants populaires, de tempérance, etc., voire des bars automatiques. J'admire cet élan des gens de bien. Malheureusement, entre les sentiments excellents qu'on affiche trop et les réalités piteuses qu'on dissimule, qui ne sait que le déchet est considérable ? Les exploités du bien sont légion. Il y a une action moins suspecte à tous égards, plus certaine, plus efficace, qui peut réaliser immédiatement pour le peuple l'alimentation à bon marché et saine, c'est la coopération de consommation. Elle a d'abord l'énorme avantage social, sur les entreprises plus ou moins philanthropiques, de ne pas dégrader, de ne pas obscurcir la conscience, atrophier l'initiative, l'énergie, de ne pas exalter au contraire, au plus haut point, par la virilité l'éducation de l'action responsable. Or l'auteur n'y fait allusion qu'à la fin de son livre, dans ses conclusions, en quelques lignes. C'est là une lacune regrettable. La coopération, qui, en France, groupe 500.000 familles ouvrières, eût dû tenir la place qu'il a faite aux œuvres charitables.

Parmi celles-ci, il nous cite le restaurant populaire économique, fondé en 1905, rue Damrémont, par M. le docteur Henri de Rothschild. « C'est le premier, dit-il, et l'on s'en étonnera, que l'on ait ouvert à Paris. » Il n'y a pas lieu de s'étonner; car il y a eu déjà, à tout le moins, celui

qu'avait fondé M. Dietz, en 1900, au faubourg Saint-Antoine, qui végéta quelques années; il y a eu celui de la rue de la Verrerie, fondé par M. X. Ruel vers 1883. Il y en eut certainement d'autres, sans compter ceux qui ne furent que des entreprises commerciales. A mon humble avis, M. le docteur Henri de Rothschild manifesterait plus d'intelligence sociale en commanditant l'Office coopératif de quelques milliers de francs, à 4 p. 100, qu'en se faisant marchand de soupes, marchand de lait et marchand de vins. Sa renommée de philanthrope n'y perdrait rien, et cela lui coûterait moins cher.

M. Jean Lahor préconise l'enseignement ménager. C'est bien. Il y a évidemment du gaspillage dans les ménages ouvriers. Comme le dit justement l'auteur : « Le travailleur pauvre généralement se nourrit mal. Ce qu'il achète, ou ce qu'on lui achète à bas prix est souvent malsain ou de qualité inférieure. »

Mais cet enseignement si nécessaire ne peut être donné par des institutrices qui ne sont pas ménagères elles-mêmes, ni par des dames du monde qui ont toujours eu des domestiques à leur service, ni par des littérateurs ou des médecins. C'est la mère de famille seule qui peut le donner à ses enfants, et d'abord par l'exemple journalier. C'est dire qu'il faudrait une famille fortement constituée. Et la femme à l'atelier, c'est le foyer détruit. On a parlé d'instituer par loi le demi-temps de travail pour permettre à l'ouvrière de s'occuper de son ménage, et l'auteur se rallie à cette idée. C'est méconnaître les conditions actuelles de l'industrie, ou l'aisance avec laquelle, toujours, on tourne les lois imbéciles. D'ailleurs, il suffirait d'une demi-journée de travail intensif pour harasser la femme, la pervertir par le contact des brutalités et des corruptions de l'atelier et prendre le dégoût des joies calmes et des devoirs du foyer.

Pour la même raison, il convient de condamner sans appel « les œuvres excellentes, protectrices de la première enfance », comme les crèches et les pouponnières, qui font tant d'honneur à ceux qui y participent et tant de mal à ceux pour qui on dit les faire. En facilitant le travail des mères, ces œuvres antisociales contribuent à la dissolution de la famille ouvrière.

Le protectionnisme, que l'auteur réproûve, contribue peut-être à accroître le coût de la vie ; mais parfois aussi il maintient le taux des salaires. A ce point de vue, il peut répondre. D'ailleurs, la manière dont est prélevé l'impôt est indifférente, puisque cet impôt, en définitive, par toutes ses répercussions, retombe inéluctablement sur le producteur. C'est l'impôt lui-même, démesurément grossi par rapport aux services publics établis ; c'est le régime parlementaire, de gabegie, de concussion et de corruption, qu'il faut accuser.

Toute la partie hygiénique et médicale, fort intéressante, est bien de la compétence de l'auteur. Je n'ai rien à en dire.

Pour conclure, M. Jean Lahor demande : L'abrogation des lois et règlements dont l'effet est d'augmenter lourdement, pour le plus grand nombre, le prix des subsistances et des matières les plus nécessaires à la vie domestique (comme le charbon, le pétrole, etc.) ; la réforme de l'assistance alimentaire par la création d'un Office central d'assistance, avec de nombreux visiteurs et enquêteurs ; une réforme de l'Assistance publique ; la création de cafés et restaurants de tempérance, populaires, de restaurants végétariens, de cuisines volantes, pour les malades, scolaires ; la généralisation, dans toutes les écoles et lycées de jeunes filles, de l'enseignement ménager ; que les patrons se préoccupent d'avoir auprès de leurs usines des cantines ou restaurants convenables pour leur personnel ; des magasins coopératifs de consommation ; des réserves alimentaires ; que les hygiénistes et savants fournissent à l'industrie la formule de composés alimentaires ou d'extraits de substances alimentaires, très nutritifs, très sains, mais à bon marché.

Marée fraîche, par PIERRE HAMP (édition de l'*Union pour la Vérité*, 21, rue Visconti). — Ceci n'est pas de la littérature, mais une évocation de la vie douloureuse, un témoignage documenté sur le travail. « Rien n'est banal, dit un bref avant-propos. On retrouve autant de fatigue et d'héroïsme dans un sou de pain que dans une pierre des Pyramides. Nous vivons de la souffrance des autres. Chaque homme est bourreau des hommes. Essayons

d'estimer ceux qui peinent pour nous. Combien gagnent leur vie par agrément? Tous dans le malaise, souvent la torture. Le bonheur est d'aimer son métier, mais où sont les métiers aimables? Sous la dureté du labeur, la révolte devient le rêve des hommes, et l'oisiveté, leur recherche. Par le travail où l'on ne chante plus, se fait un grand œuvre d'abêtissement humain. L'ouvrier n'aime plus son métier, et cela ébranle le monde. »

C'est d'abord le rude labeur des matelots et mareyeurs, puis les multiples opérations du triage, de la mise en paniers, de la vente, de l'expédition. Et c'est aussi celui des hommes d'équipes, des employés, des mécaniciens du chemin de fer, l'arrivée du poisson aux Halles, la vente, la cuisine des grands restaurants... C'est un drame de la réalité journalière... « Combien faut-il d'hommes qui peinent pour vivre, afin qu'un homme vive sans peine ? »

La Chèvre de Pescadoire, par LÉON LAFAGE, 3 fr. 50. (Bernard Grasset, éd., 7, rue Corneille.) — Petites histoires rustiques, avec toute la fraîcheur du plein air, et la santé, c'est-à-dire la bonne humeur. Dans sa préface, l'auteur nous dit : « A Paris, on soupçonne peu l'originalité des bêtes... » Ici, elles vivent, et on nous les fait aimer. Les choses de la nature aussi, M. Léon Lafage les anime. Les arbres sont des personnages.

Les Socialistes et le Budget, par J.-L. BRETON, 0 fr. 20 (Ed. Cornély, éd.) — M. J.-L. Breton ne peut comprendre que cela n'a aucune importance, vraiment aucune, que les députés socialistes votent ou ne votent point le budget.

Cours de Philosophie positive, par AUGUSTE COMTE, t. IV, 2 francs. (Schleicher, éd., 61, rue des Saints-Pères.) — La librairie Schleicher continue la publication populaire de ce monument philosophique, le plus considérable du dix-neuvième siècle. Ce volume quatrième est consacré à la partie dogmatique de la philosophie sociale.

Il est composé de : 46^e leçon. — Considérations politiques préliminaires sur la nécessité et l'opportunité de la *physique sociale*, d'après l'analyse fondamentale de l'état social actuel ; 47^e leçon. — Appréciation sommaire des prin-

cipales tentatives philosophiques entreprises jusqu'ici pour constituer la science sociale : 48^e leçon. — Caractères fondamentaux de la méthode positive dans l'étude rationnelle des phénomènes sociaux ; 49^e leçon. — Relations nécessaires de la physique sociale avec les autres branches fondamentales de la philosophie positive ; 50^e leçon. — Considérations préliminaires sur la statique sociale, ou théorie générale de l'ordre spontané des sociétés humaines ; 51^e leçon. — Lois fondamentales de la dynamique sociale, ou théorie générale du progrès naturel de l'humanité.

Il reste encore deux volumes à paraître, consacrés aussi à la philosophie sociale.

Nous espérons qu'aussitôt après la librairie Schleicher complètera cette publication qui lui fait tant d'honneur, en éditant *le Système de Politique positive*.

Histoire de la Turquie, par YOUSSEUF FEHMD, 5 francs. (Perrin, éd., 35, quai des Grands-Augustins.) — Ce livre a au moins cette qualité d'être d'actualité. C'est ce qui le fera lire. Une préface de M. Antoine Baumann met un peu de philosophie avant le défilé des sultans qui constitue cette *Histoire de la Turquie*. Il y donne d'excellents conseils. « Je souhaite d'abord, dit-il, que les Turcs conservent jalousement leur dynastie nationale. Elle est l'organe indispensable pour assurer la convergence des forces du pays, le point d'attache central duquel dépend la solidité de l'édifice. L'utopie révolutionnaire, d'après laquelle les peuples pourraient se gouverner eux-mêmes, demeure une des plus malheureuses inventions des temps modernes. Elle n'engendre que l'agitation, et celle-ci n'a rien de commun avec le mouvement régulier d'une marche en avant. Que toutes les populations soumises à l'autorité des Osmanlis reçoivent de grandes facilités pour exprimer leurs désirs et pour faire entendre leurs plaintes ; qu'elles délèguent auprès du pouvoir central des représentants auxquels il sera rendu compte de ce qui concerne la gestion des finances publiques : tout cela sera excellent. Mais gardez-vous de croire que l'institution d'un parlement, dépositaire réel de la souveraineté nationale, constituerait un progrès. Croyez bien, au contraire, que la portion la plus éclairée de l'Occident n'a découvert dans le régime des

assemblées souveraines qu'une erreur fertile en funestes conséquences. Rappelez-vous que les positivistes, à la suite de leur maître, y voient le triomphe nécessaire des sophistes habiles à masquer, derrière leur verbiage, des pratiques de corruption érigées en moyens habituels de gouvernement. »

La vie unanime, par JULES ROMAINS, 3 fr. 50. (Édition de *l'Abbaye*, 59, rue de Rennes.) — C'est un poème ; mais dans le débordement de niaiseries versifiées que nous avons à subir, celui-là marque une originalité vraie, à tout le moins sous cette forme, un réel sentiment poétique et une pensée qui s'ordonne.

M. Jules Romains nous dit l'horreur d'être un médiocre tout éphémère, indépendant, passager, et la joie, l'épanouissement de prendre conscience de son humilité, à se fondre dans un ensemble, à être partie de ce qui est grand et éternel. Ce sont les Cités, les collectivités, la formation laborieuse de l'âme des foules, la « vie unanime », comme il dit, que chante ce poète.

Est-il l'heure de chanter ?

Certes, il n'y a là que des idées bonnes à répandre aujourd'hui ; mais elles se fussent mieux répandues, j'imagine, elles eussent gagné — l'art aussi, d'ailleurs — à être présentées en lignes pleines.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

- EMILE BAUMANN. — *L'Immolé*, roman, un vol. in-16, prix . . . 3 50
- CLAUDE LORRIS. — *Les Nuages s'amoncellent*, roman, un vol.
in-16, prix 3 50
- CONSTANTIN PHOTIADÈS. — *Les Hauts et les Bas*, roman, un vol.
in-16, prix. 3 50
- LÉON LAFAGE. — *La Chèvre de Pescadoire* (4^e édit.), recueil de
nouvelles, un vol. in-16, prix 3 50
- ANDRÉ TUDESQ. — *Les Magots d'Occident*, recueil de nouvelles,
un vol, in-16, prix 3 50

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE SCIENCE
ET DE DROIT

- D^r GRASSET. — *La Responsabilité des criminels*, un vol. in-16,
prix 3 50

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

La Démocratie Vivante

PAR GEORGES DEHERME

(1 vol. in-8 carré de 400 pages. — Prix : 4 fr. 50 ; franco : 5 fr.)

BLOUD & C^o. Editeurs

7, Place Saint-Sulpice — PARIS (TÉL. 722-99)

L'Afrique Occidentale FRANÇAISE

ACTION POLITIQUE

ACTION ÉCONOMIQUE

ACTION SOCIALE

Par GEORGES DEHERME

(1 vol. in-8 carré de 528 pages. — Prix : 6 fr. ; franco 6 fr. 60)
